

N° 47
Juin 2022

Analyse

Les homicides en France de 2016 à 2021

Sur la période 2016-2021, les attentats terroristes ont fait 115 morts, concentrés essentiellement sur l'année 2016. Hors attentats, les homicides constituent un phénomène très hétérogène qui touche inégalement le territoire et la population selon le sexe et l'âge des personnes.

La très grande majorité des homicides sont intentionnels (85 %), mais sont très rarement des homicides dits crapuleux (règlements de compte et homicides commis à l'occasion d'un vol, 10 % de l'ensemble) ; 15 % des homicides sont des violences volontaires, ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

29 % de l'ensemble des homicides sont commis au sein de la famille et concernent spécifiquement les femmes qui représentent les deux tiers des victimes ; cette surreprésentation des femmes est encore plus marquée au sein des homicides conjugaux, dont elles constituent 82 % des victimes.

En termes d'âge, ce sont les plus jeunes (moins de 9 ans et surtout moins de 1 an) et les plus âgés (80 ans et plus) qui sont les plus exposés aux homicides intrafamiliaux.

Les hommes sont en revanche nettement plus touchés par les homicides commis hors cadre familial, avec en moyenne un taux d'homicides par habitant 4 fois plus élevé que celui des femmes. Ce taux est maximal pour les hommes âgés de 20 à 29 ans.

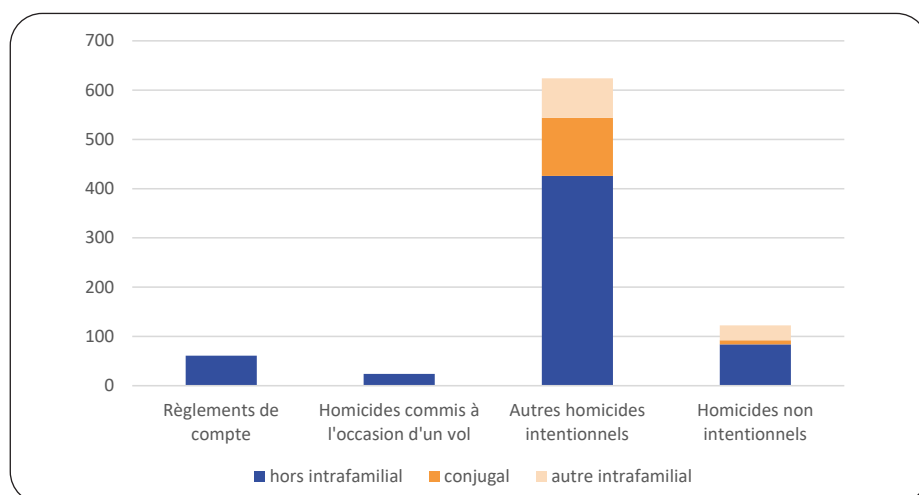
Quel que soit le type d'homicide (hors attentats) et le contexte dans lequel il est commis, les mis en cause sont très majoritairement des hommes (85 % en moyenne) et de jeunes adultes (19 % ont entre 20 et 24 ans contre 6 % de l'ensemble de la population).

La répartition territoriale des homicides est relativement homogène concernant les homicides intrafamiliaux. En revanche, les unités urbaines de grandes tailles, hors agglomération parisienne, sont plus touchées que la moyenne par les homicides commis hors cadre familial, et les communes rurales ou les unités urbaines de moins de 5 000 habitants le sont nettement moins. Les taux départementaux d'homicides commis hors cadre familial varient très fortement, les départements d'outre-mer et de Corse affichant les taux les plus élevés, avec un taux 11 fois supérieur à la moyenne nationale en Guyane.

L'homicide est l'action qui consiste à donner la mort à un autre être humain. Il n'y a pas de définition juridique de l'homicide et chaque organisme est amené à définir le concept à partir des éléments descriptifs et des nomenclatures dont il dispose. En France, la statistique du nombre d'homicides est publiée régulièrement par le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) et comprend les homicides intentionnels ayant entraîné la mort et les violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

Par ailleurs, le SSMSI a entamé des travaux de fiabilisation des données enregistrées par la police et la gendarmerie

1 Nombre moyen annuel d'homicides enregistrés de 2016 à 2021 selon le contexte de commission



Champ : Homicides commis en France, hors victimes d'attentats terroristes.

Sources : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021.

pour ce qui concerne les tentatives d'homicides. Au regard de la justice, la tentative d'homicide est en effet un crime aussi grave que l'homicide abouti et le nombre d'affaires nouvelles d'homicides enregistrées par les parquets prend en compte de la même façon tous les homicides intentionnels, que la victime soit décédée ou non.

29 % des homicides - hors attentats - sont commis au sein de la famille

Les 115 victimes d'attentats terroristes enregistrées de 2016 à 2021 représentent 2 % de l'ensemble des victimes d'homicides comptabilisées sur cette période. Elles sont concentrées essentiellement sur l'année 2016 et le profil des victimes est très différent de celui des autres homicides, plus proche de la structure par âge de l'ensemble de la population. La moitié des victimes sont des femmes et les enfants de moins de 15 ans comme les personnes de 40 à 69 ans sont davantage représentées.

Les résultats structurels relatifs aux caractéristiques des homicides (hors attentats) et des victimes sont relativement stables ; dans la suite, ils seront présentés en moyenne sur la période 2016 à 2021. Ils s'appuient sur un total de 4 983 victimes d'homicides enregistrées par les services de police et de gendarmerie entre 2016 et 2021 (cf encadré *Sources et Méthodes*). Les services de sécurité caractérisent les homicides selon les catégories suivantes : 15 % au titre de violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner (homicides non intentionnels), 10 % au titre d'homicides « crapuleux » (homicides strictement commis par intérêt), 7 % au titre de règlements de compte et 3 % au titre d'homicides à l'occasion d'un vol. Tous les autres (soit les trois quarts restants) sont regroupés en tant qu'autres homicides intentionnels.

Dans la très grande majorité des cas (93 %), les procédures d'homicides ne concernent qu'une seule victime ; dans seulement 3 % des cas on dénombre plusieurs victimes décédées et dans 4 % des cas il y a un seul mort et une ou plusieurs victimes blessées. Cette situation se rencontre surtout dans les règlements de comptes : dans 17 % des cas il y a plusieurs victimes et dans 11 % des cas, plusieurs victimes décédées. Cela reste rare pour les autres homicides

intentionnels (4 % des cas avec plusieurs morts, soit environ 130 affaires sur 6 ans) et cela n'arrive quasiment jamais quand il s'agit d'homicides non intentionnels.

Globalement, 29 % des homicides sont commis au sein de la famille (figure 1). Si l'on exclut les règlements de compte et les homicides commis à l'occasion d'un vol (qui ne sont a priori pas concernés), cela représente en moyenne près d'un tiers des homicides (32 %), qu'il s'agisse d'homicides intentionnels ou non. Parmi les homicides intervenus dans un contexte intrafamilial, les homicides conjugaux¹ sont globalement un peu plus nombreux que les autres (respectivement 17 % et 15 % de l'ensemble des homicides) mais la situation est très différente selon qu'il s'agit ou non d'homicides intentionnels. Les homicides conjugaux sont en effet nettement plus fréquents en cas d'homicides intentionnels que de violences ayant entraîné la mort sans intention de la

1. Le nombre d'homicides conjugaux enregistrés dans les bases statistiques victimes diffère de celui issu de l'enquête annuelle sur les morts violentes au sein du couple, réalisée par la délégation aux victimes (DAV) du ministère de l'Intérieur, avec l'appui du SSMSI. En effet, la période de référence est différente (homicides enregistrés une année donnée *vs* homicides commis une année donnée), le champ géographique est différent et surtout les données de l'enquête tiennent compte des requalifications éventuelles des faits et des informations connues après enquête, alors que les chiffres présentés ici correspondent jusqu'en 2019 aux faits tels qu'ils ont été enregistrés lors de leur constatation et sont en général inférieurs à ceux révélés par l'enquête ; les contrôles qualité effectués à compter de l'année 2020 permettent cependant de se rapprocher des résultats de l'enquête.

donner : 19 % contre 7 %. C'est l'inverse concernant les autres homicides au sein de la famille, qui représentent 13 % des homicides intentionnels et 25 % des homicides non intentionnels. Au total, 93 % des homicides entre partenaires ou ex-partenaires sont intentionnels contre 73 % des homicides visant un autre membre de la famille.

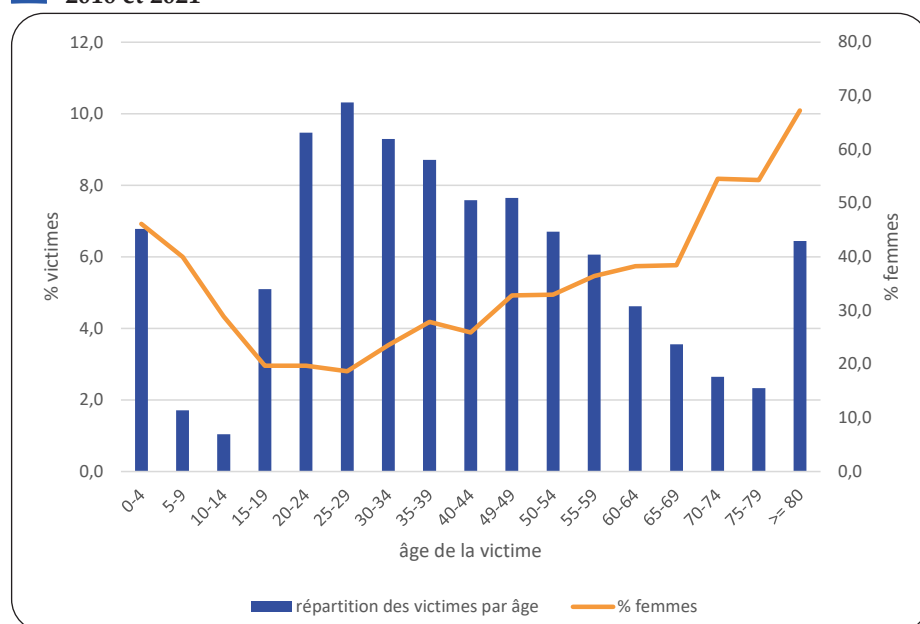
Globalement, les hommes sont deux fois plus victimes d'homicides que les femmes

Globalement, sur la période 2016-2021, les deux tiers des victimes sont des hommes et 38 % ont entre 20 et 39 ans (figure 2). Si moins de 3 % des victimes ont entre 5 et 14 ans, la part des victimes de moins de 5 ans atteint 7 %. Il s'agit en fait essentiellement d'enfants de moins d'un an (4 % de l'ensemble des victimes et 63 % des victimes de moins de 5 ans), tuées par un membre de la famille. Ainsi la moitié des victimes d'homicides qui ont moins de 5 ans sont des enfants de moins d'un an, victimes d'un membre de leur famille.

Le nombre de victimes augmente avec l'âge à partir de 15 ans, puis décroît après 30 ans, jusqu'à 79 ans ; cependant, les 80 ans et plus représentent quand même 7 % des victimes.

La part des femmes est relativement élevée parmi les très jeunes victimes

2 Répartition par sexe et âge des victimes d'homicides enregistrées entre 2016 et 2021



Champ : Homicides commis en France, hors victimes d'attentats terroristes.

Lecture : 6,8 % des victimes ont entre 0 et 4 ans et 46,2 % des victimes âgées de 0 à 4 ans sont des femmes.

Sources : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrées par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021.

(46 % des moins de 5 ans, à peu près comme dans la population où cette part est de 49 %), décroît ensuite jusqu'à 29 ans (20 % des 20-29 ans) puis remonte pour dépasser 50 % après 70 ans.

Relativement à la population, les hommes sont deux fois plus victimes d'homicides que les femmes, avec un taux d'homicides enregistrés pour 100 000 habitants de 1,7 contre 0,8 pour les femmes, sur la période 2016-2021. Ce taux atteint 3,7 pour les hommes de 25 à 29 ans, tranche d'âge la plus affectée, et décroît ensuite jusqu'à 70 ans (figure 3). Aux âges extrêmes, moins de 10 ans et plus de 70 ans, les taux d'homicides des hommes et des femmes pour 100 000 habitants sont identiques.

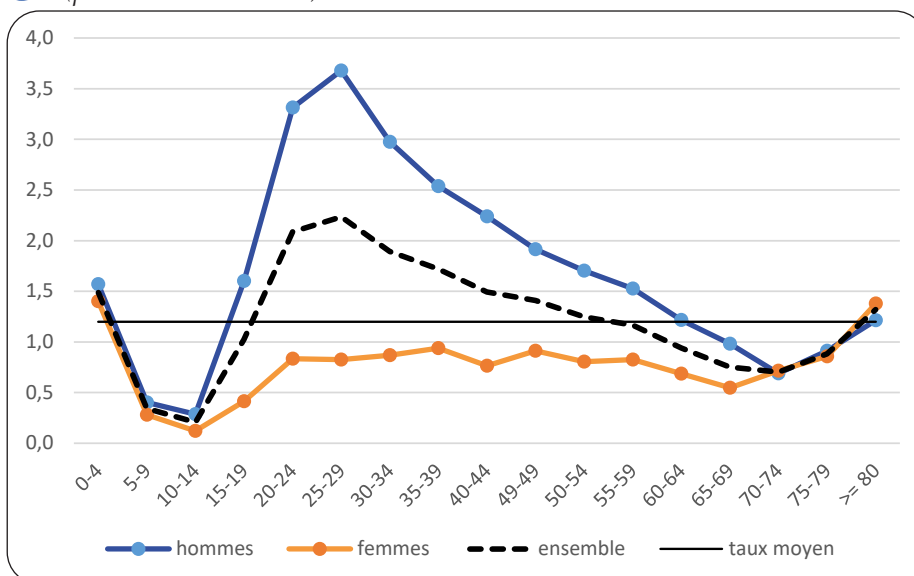
Les homicides non intentionnels concernent davantage les enfants

La distribution des victimes par sexe et âge est cependant très différente selon le type d'homicide tel que qualifié par les services de police ou de gendarmerie. Les victimes de règlements de compte sont quasiment exclusivement des hommes (99 %), près de la moitié ont entre 20 et 30 ans, et plus des trois quarts entre 20 et 39 ans (figure 4). Les personnes tuées à l'occasion d'un vol sont plus âgées : la moitié a au moins 55 ans et près d'un quart a au moins 80 ans. Enfin, les homicides non intentionnels se distinguent par la part très élevée de victimes de moins de 10 ans (soit un quart de l'ensemble) : il s'agit plus précisément de victimes de moins de 5 ans, dont la part atteint 23 % contre 1,4 % pour celles âgées de 5 à 9 ans.

Concernant les homicides non crapuleux (hors règlements de compte ou homicides commis à l'occasion d'un vol), le contexte de commission de l'homicide est déterminant. Ainsi, près des trois quarts des victimes de moins de 10 ans ont été tuées par une personne de leur famille (figure 5). C'est également la classe d'âge pour laquelle les homicides sont le moins souvent intentionnels (57 %) alors qu'ils sont très largement majoritaires dans les autres classes d'âges (entre 80 et 90 %).

Sur l'ensemble de la période, 59 % des femmes victimes d'homicides ont été tuées par un membre de leur famille, 39 % par un conjoint ou ex-conjoint. Pour ce qui concerne les hommes, ces parts ne s'établissent qu'à 17 et 5 %. Les femmes représentent ainsi 82 % des victimes

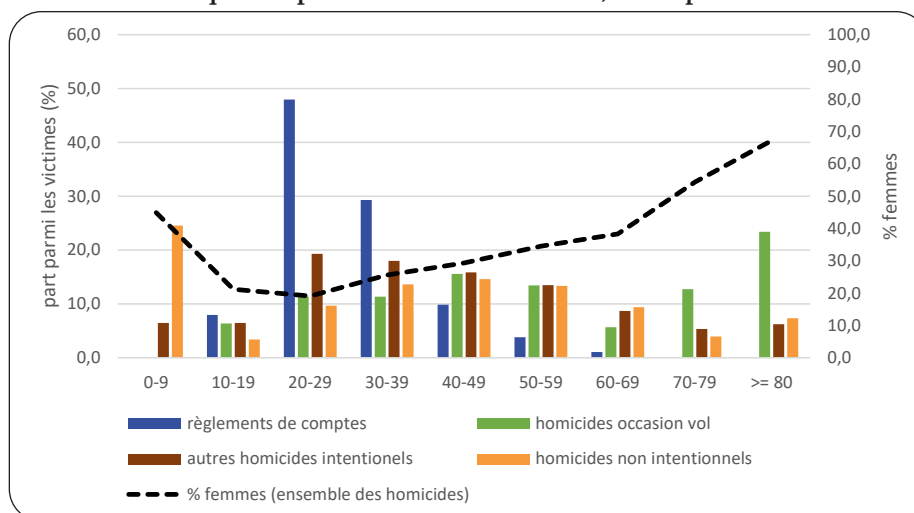
3 Taux d'homicides par sexe et âge sur la période 2016-2021 (pour 100 000 habitants)



Champ : Homicides commis en France, hors victimes d'attentats terroristes.

Sources : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrées par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021 ; Insee, estimations de population (données actualisées au 19 janvier 2021).

4 Répartition par sexe et âge des victimes d'homicides selon le type d'homicide qualifié par les services de sécurité, sur la période 2016-2021



Champ : Homicides commis en France, hors victimes d'attentats terroristes.

Lecture : les victimes âgées de 0 à 9 ans représentent 24,6% des victimes d'homicides non intentionnels ; 44,9% des victimes d'homicides âgées de 0 à 9 ans sont des femmes.

Source : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021.

d'homicides conjugaux, 48 % des autres homicides intrafamiliaux et 21 % des homicides commis hors du cadre familial.

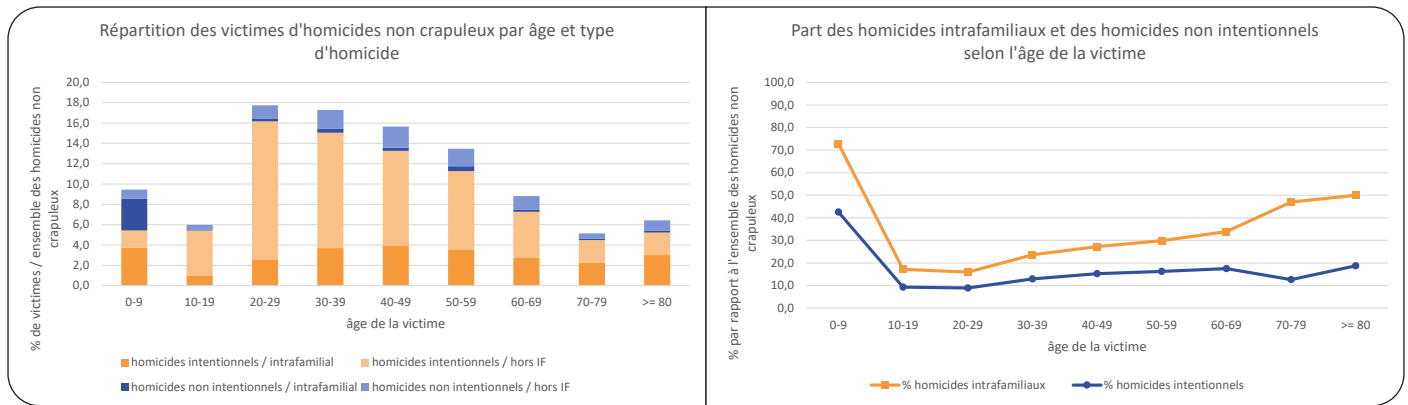
Concernant les femmes âgées de 20 à 49 ans, les homicides intrafamiliaux sont essentiellement des homicides conjugaux (plus de 90 %), leur part ayant tendance à diminuer ensuite, tout en restant majoritaire. Globalement, les hommes sont plus nombreux parmi les victimes d'homicides commis dans un contexte intrafamilial non conjugal ; cependant, à partir de 50 ans, les femmes sont aussi nombreuses et deviennent majoritaires à partir de 70 ans.

Le phénomène des homicides recouvre ainsi des situations très différentes, tant du point de vue de leur fréquence que du contexte dans lequel l'homicide est commis et des caractéristiques des victimes.

Pour les victimes âgées de 15 ans et plus, on peut schématiquement distinguer 4 types d'homicides :

- les **homicides crapuleux** : 10 % des homicides, se composant de règlements de compte (avec des hommes victimes en quasi-totalité et 85 % des victimes ayant entre 15 et 39 ans), et d'homicides à l'occasion d'un vol, très rares, touchant tous les âges mais plus fortement les personnes âgées ;

5 Répartition par âge des victimes d'homicides (non crapuleux) selon le type d'homicide et le contexte de commission, sur la période 2016-2021



Champ : Homicides commis en France, hors victimes d'attentats terroristes.

Source : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021.

- les **autres homicides d'adultes commis hors contexte intrafamilial** : 58 % des homicides, le plus souvent intentionnels (84 % des cas) et concernant en grande majorité des hommes (80 %) ;
- les **homicides conjugaux** : 15 % des homicides, presque toujours intentionnels (93 %), dont les victimes sont très majoritairement des femmes (82 %), âgées le plus souvent de 20 à 59 ans ;
- les **autres homicides d'adultes commis au sein de la famille** : 7 % des homicides, le plus souvent intentionnels (88 %), concernant autant les hommes que les femmes, et dont les victimes sont plutôt âgées (plus de la moitié a au moins 60 ans).

Pour les victimes âgées de moins de 15 ans, il faut distinguer :

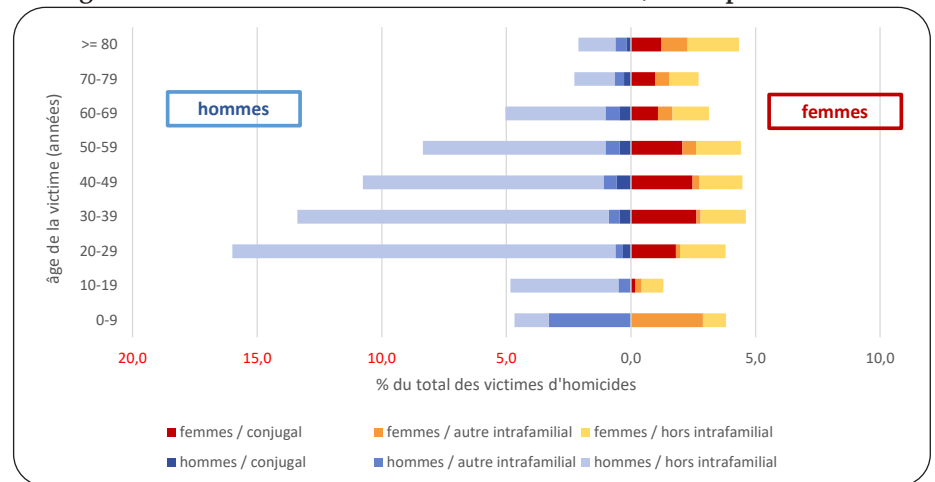
- les **très jeunes victimes, de moins d'un an** : 4 % des homicides, commis dans leur grande majorité au sein de la famille (80 %) et consistant le plus souvent en des violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner (62 %) ;
- les **enfants de 1 à 14 ans** : 5 % des homicides, en général intentionnels (80 %) et commis le plus souvent hors cadre familial (62 %).

S'agissant de ces deux derniers groupes, les garçons sont un peu plus nombreux que les filles (respectivement 56 et 58 % contre 51 % au sein de la population).

Les femmes sont deux fois plus concernées par les homicides intrafamiliaux que les hommes

Les taux d'homicides dans la population selon le sexe et l'âge des victimes varient ainsi très fortement selon les

6 Répartition de l'ensemble des victimes d'homicides selon leur sexe et leur âge et selon le contexte intrafamilial de l'homicide, sur la période 2016-2021



Champ : Homicides commis en France, hors victimes d'attentats terroristes.

Source : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021.

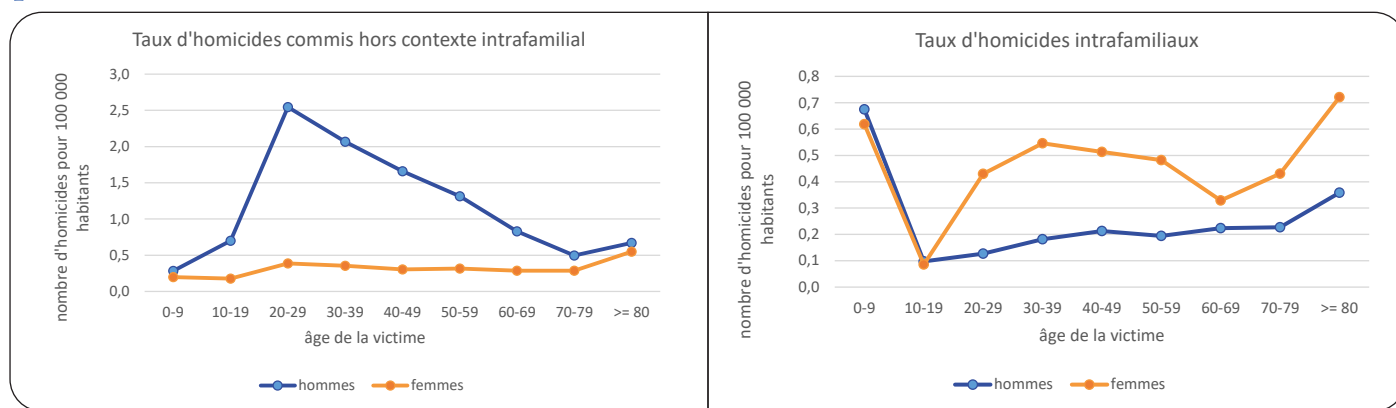
différents types d'homicides. En particulier, ils sont radicalement différents selon qu'il s'agit d'homicides commis au sein du cercle familial ou non. En dehors du contexte familial, les hommes sont 4 fois plus souvent victimes que les femmes, avec un taux maximal entre 20 et 29 ans de 2,5 homicides pour 100 000 hommes, soit 7 fois plus élevé que celui des femmes ; la différence est moindre aux âges extrêmes (figure 7).

Concernant les homicides intrafamiliaux, ce sont au contraire les femmes les plus touchées, sauf pour les moins de 20 ans où les garçons sont aussi souvent victimes que les filles, et même légèrement plus pour les moins de 10 ans, tranche d'âge la plus exposée avec celle des 80 ans et plus. À partir de 20 ans, les femmes sont toujours plus souvent victimes que les hommes avec des taux d'homicides de 1,5 à 3,4 fois supérieurs à ceux des hommes.

Une forte disparité territoriale des homicides commis hors cadre familial

45 % des homicides sont commis en agglomération parisienne ou dans des unités urbaines de plus de 200 000 habitants, soit une part légèrement supérieure à celle de leur population (41 %). Le déséquilibre entre population et nombre de victimes d'homicides est notamment marqué dans les communes de 100 000 à 200 000 habitants, avec 6 % de la population et 10 % des homicides. Ce déséquilibre est largement dû aux départements et régions d'outre-mer (DROM) dans lesquels ont lieu 43 % de ces homicides (pour 25 % de la population des agglomérations de cette taille). À l'inverse les communes hors unités urbaines ne représentent que 13 % des homicides mais 20 % de l'ensemble de la population.

7 Taux d'homicides pour 100 000 habitants, par sexe et âge, selon le contexte de commission, sur la période 2016-2021



Champ : Homicides commis en France, hors victimes d'attentats terroristes, de règlements de compte et d'homicides commis à l'occasion d'un vol.

Sources : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021 ; Insee - Estimations de population (données actualisées au 19 janvier 2021).

Cette différence entre unités urbaines de grandes tailles et communes rurales est fortement accentuée pour les règlements de comptes : 70 % d'entre eux sont commis dans les unités urbaines de plus de 200 000 habitants (16 % en agglomération parisienne et 54 % hors d'Ile-de-France, dont 23 % à Marseille), soit une très forte surreprésentation par rapport à la population.

La surreprésentation des grandes agglomérations ne se retrouve pas pour les homicides intrafamiliaux ; en particulier, l'agglomération parisienne est nettement sous-représentée, regroupant 9 % des homicides intrafamiliaux et 16 % de la population française, soit un taux de 0,2 homicide intrafamilial pour 100 000 habitants contre 0,4 en moyenne sur l'ensemble du territoire (figure 8). Elle persiste néanmoins dans les unités urbaines recensant entre 100 000 et 200 000 habitants (7,4 % des homicides pour 5,8 % de la population) mais est moins marquée que pour les homicides commis hors du cadre familial. Il en va de même de la surreprésentation des unités urbaines des DROM de cette taille, également nettement moins forte pour les homicides intrafamiliaux, avec 1,9 % du total de ces homicides commis en France pour une population correspondant à 1,5 % de la population nationale.

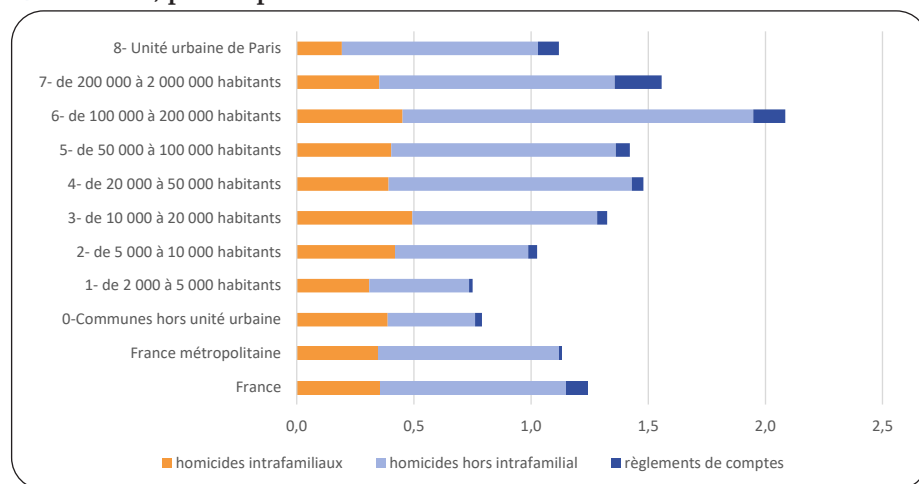
Rapportés à leur population, les homicides sont les plus fréquents dans les départements d'outre-mer et en Corse. Sur l'ensemble du territoire français 1,2 homicide pour 100 000 habitants est enregistré en moyenne par an sur la période 2016-2021. Ce taux s'établit à 4,2 dans les départements d'outre-mer

considérés dans leur ensemble, chacun d'entre eux faisant partie des 10 départements les plus concernés par les homicides. La Guyane, la Guadeloupe et la Martinique ont notamment les plus forts taux d'homicide par habitant, respectivement de 11,2, 6,4 et 4,8 homicides pour 100 000 habitants, soit un taux respectivement 9, 5 et 4 fois supérieur à la moyenne nationale (figure 9). Les départements de Haute-Corse, de Corse du Sud, des Bouches-du-Rhône et des Pyrénées-Orientales sont quant à eux les départements métropolitains les plus affectés par les homicides, avec respectivement 3,8, 3,3, 2,7 et 2 homicides pour 100 000 habitants en moyenne par an entre 2016 et 2021.

La disparité de répartition départementale des homicides est nettement moins importante pour les homicides intrafamiliaux que pour les autres homicides, avec une concentration maximale de 3,2 % des homicides dans un même département contre 8,5 % pour les homicides hors contexte intrafamilial, et un coefficient de variation² du taux d'homicides dans le département de 45 % contre 130 %. Ainsi, le taux d'homicides dans la sphère familiale par habitant s'étend de 0 en Lozère à 1,1 pour 100 000 en Guyane alors qu'en dehors

2. L'écart type mesure la dispersion des valeurs par rapport à la moyenne (moyenne des écarts à la moyenne). Afin de comparer deux distributions – ici les répartitions départementales –, l'écart-type est rapporté à la moyenne pour prendre en compte les effets d'échelle : cet indicateur est appelé le coefficient de variation et est exprimé en %.

8 Taux moyen d'homicides annuel pour 100 000 habitants, par taille d'unité urbaine, pour la période 2016-2021

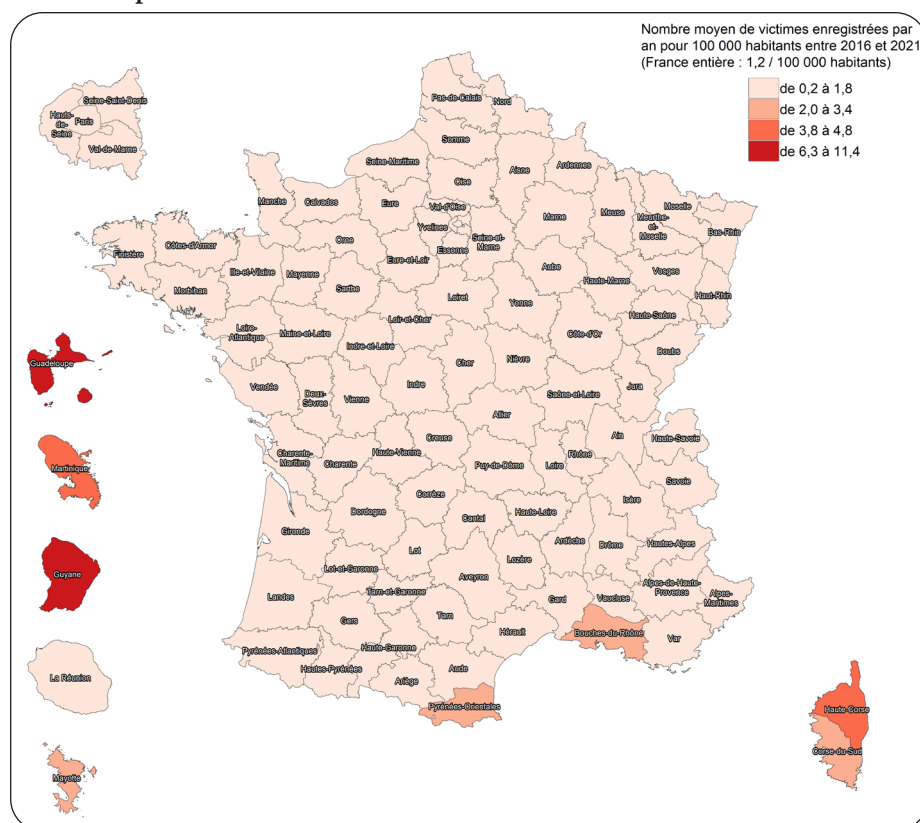


Champ : Homicides commis en France, hors victimes d'attentats terroristes.

Lecture : pour l'unité urbaine de Paris, le taux global d'homicides pour 100 000 habitants est de 1,1 ; il se décompose en 0,2 homicides intrafamiliaux, 0,8 homicides hors intrafamilial et hors règlements de compte et 0,1 règlements de comptes (pour 100 000 habitants).

Sources : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021 ; Insee, recensement de la population.

9 Taux moyen d'homicides annuel pour 100 000 habitants, par département, sur la période 2016-2021

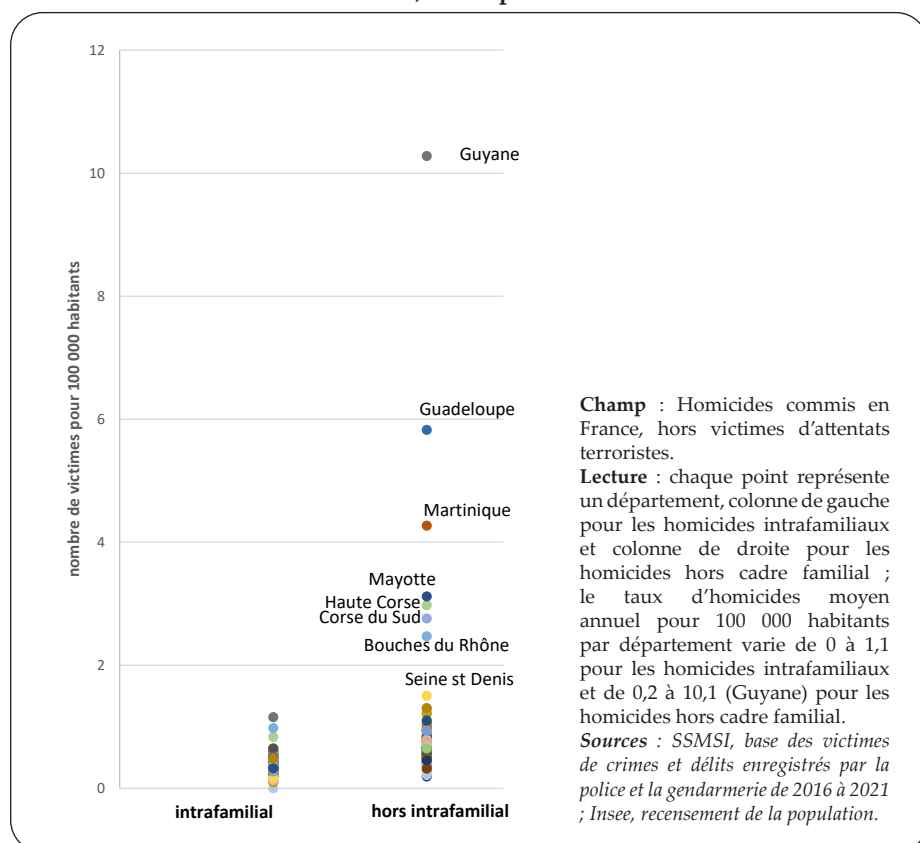


Champ : Homicides commis en France, hors victimes d'attentats terroristes.

Lecture : la dernière classe est constituée des départements dont le taux d'homicides moyen pour 100 000 habitants entre 2016 et 2021 est compris entre 6,3 et 11,4 homicides pour 100 000 habitants ; les 2 départements qui composent cette classe sont la Guyane et la Guadeloupe.

Sources : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021 ; Insee, recensement de la population.

10 Taux moyen d'homicides annuel par département selon le caractère intrafamilial de l'homicide, sur la période 2016-2021



Champ : Homicides commis en France, hors victimes d'attentats terroristes.

Lecture : chaque point représente un département, colonne de gauche pour les homicides intrafamiliaux et colonne de droite pour les homicides hors cadre familial ; le taux d'homicides moyen annuel pour 100 000 habitants par département varie de 0 à 1,1 pour les homicides intrafamiliaux et de 0,2 à 10,1 (Guyane) pour les homicides hors cadre familial.

Sources : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021 ; Insee, recensement de la population.

du cadre familial, il s'établit entre 0,2 pour 100 000 dans le Lot et en Lozère et 10,1 en Guyane (figure 10).

La spécificité des règlements de comptes se retrouve au niveau de la répartition départementale, 31 % d'entre eux étant concentrés dans les Bouches-du-Rhône. Ils représentent ainsi un tiers des homicides commis dans ce département ; c'est le cas également des deux départements Corse, avec cependant un nombre total d'homicides bien inférieur.

85 % des personnes mises en cause pour homicides sont des hommes

De 2016 à 2021, 6 540 personnes ont été mises en cause pour homicides, pour des faits qui peuvent remonter à plus de 10 ans (1 % des cas) mais qui dans leur très grande majorité (92 %) ont été commis entre 2016 et 2021.

Dans 15 % des cas, il s'agit d'homicides « crapuleux » selon les forces de sécurité, soit des règlements de compte (11 %) ou des homicides commis à l'occasion d'un vol (4 %). Dans 13 % des cas, il s'agit de violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Et dans 72 % des cas il s'agit d'autres homicides intentionnels. Les homicides « crapuleux » sont proportionnellement un peu plus nombreux parmi les mis en cause que parmi les victimes (15 % contre 10 %) ce qui peut s'expliquer par un nombre de mis en cause pour une même infraction nettement plus élevé en cas de règlement de compte et, dans une moindre mesure, en cas d'homicides à l'occasion d'un vol, que pour les autres homicides. En particulier, pour un quart des mis en cause pour homicides intentionnels non crapuleux, la victime est une personne de la famille, contexte dans lequel il est rare d'avoir plusieurs mis en cause pour la même affaire (dans 90 % des cas, le mis en cause est seul).

Quel que soit le type d'homicide commis, les mis en cause sont majoritairement des hommes (85 % en moyenne sur la période 2016-2021) à l'exception des très rares cas de mis en cause pour homicides sur mineurs de 15 ans où les femmes sont un peu plus nombreuses que les hommes. Comme pour les victimes, les auteurs présumés d'homicides « crapuleux » sont essentiellement

des hommes (93 %, *figure 11*). Leur part est un peu moins importante pour les autres homicides intentionnels (88 %), surtout quand ils sont commis au sein de la famille (81 % contre 90 % hors cadre familial) et pour les homicides non intentionnels (77 %).

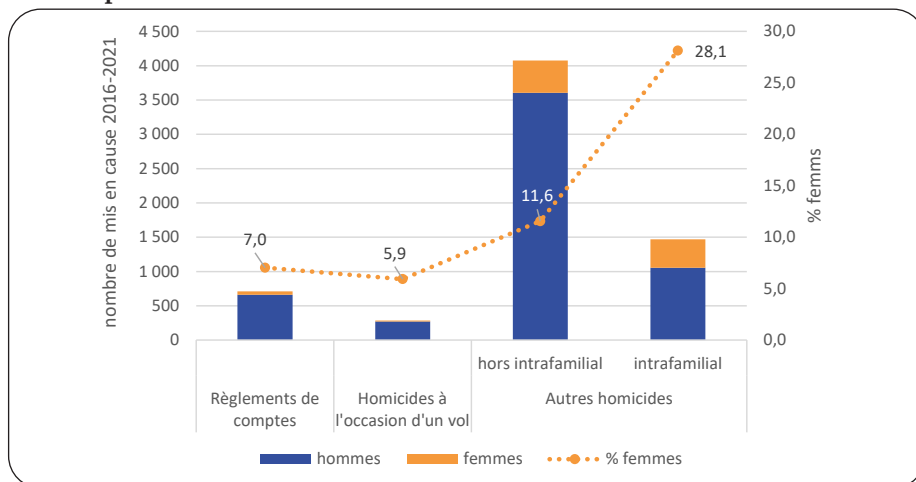
Les mis en cause pour homicides sont relativement jeunes par rapport à la population française : 19 % ont entre 20 et 24 ans contre 6 % dans l'ensemble de la population (*figure 12*); près de la moitié (47 %) ont entre 15 et 29 ans et 60 % entre 15 et 34 ans contre respectivement 18 et 24 % de la population. Leur profil est en revanche proche de celui des personnes mises en cause pour d'autres types de violences, comme les coups et blessures volontaires sur 15 ans et plus, sauf pour ce qui concerne les très jeunes : il n'y a en effet quasiment aucun mis en cause de moins de 15 ans pour homicide et 13 % d'entre eux sont âgés de 15 à 19 ans alors que ces tranches d'âges représentent respectivement 5 et 23 % des mis en cause pour coups et blessures volontaires.

La structure par âge des femmes mises en cause est proche de celle des hommes, bien qu'elles soient un peu moins jeunes : 10 % ont moins de 20 ans contre 15 % des hommes ; elles sont plus concentrées entre 30 et 49 ans que les hommes (43 % contre 35 %). Cela s'explique en partie par leur présence nettement plus importante au sein des auteurs présumés d'homicides intrafamiliaux, moins jeunes globalement que les mis en cause pour d'autres types d'homicides.

La répartition par âge des mis en cause est assez différente selon le type d'homicide : les plus jeunes sont surreprésentés en cas d'homicides « crapuleux » (*figure 13*). En particulier, 13 % des mis en cause pour homicide commis à l'occasion d'un vol sont mineurs contre 6 % pour les autres homicides. En outre, la tranche des 18-24 ans concentre 40 % des mis en cause pour règlement de compte et homicide commis à l'occasion d'un vol contre 20 à 25 % pour les autres types d'homicides.

Le profil des auteurs présumés d'homicides commis au sein de la famille est également assez spécifique, avec une sous-représentation des moins de 25 ans : 13,6 % ont entre 18 et 24 ans, soit deux fois moins que pour les mis en cause hors cadre intrafamilial

11 Sexe des mis en cause pour homicide selon le type d'homicide, sur la période 2016-2021

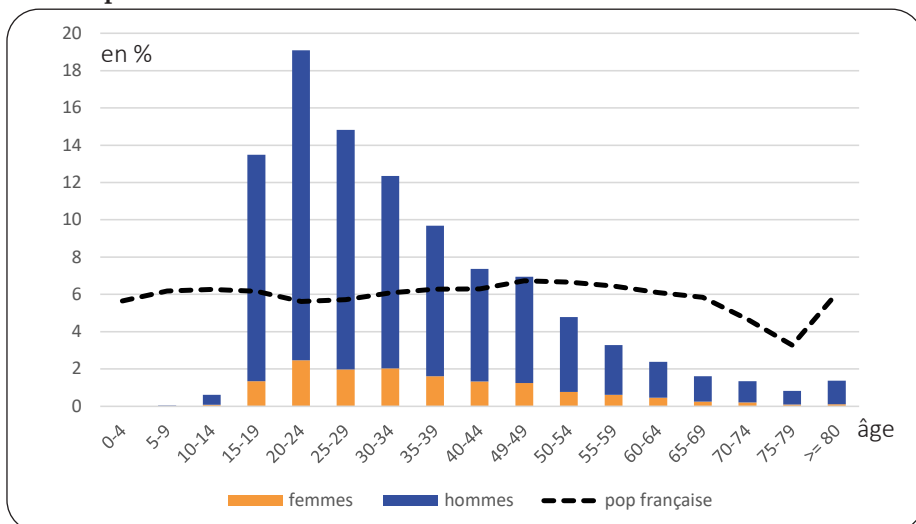


Champ : Mis en cause pour homicides commis en France.

Lecture : entre 2016 et 2021, 710 personnes ont été mises en cause pour des homicides caractérisés de règlements de compte ; la part de femmes est de 7 % (échelle de droite).

Source : SSMSI, base des mis en cause pour crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021.

12 Répartition des mis en cause pour homicide selon le sexe et l'âge, sur la période 2016-2021

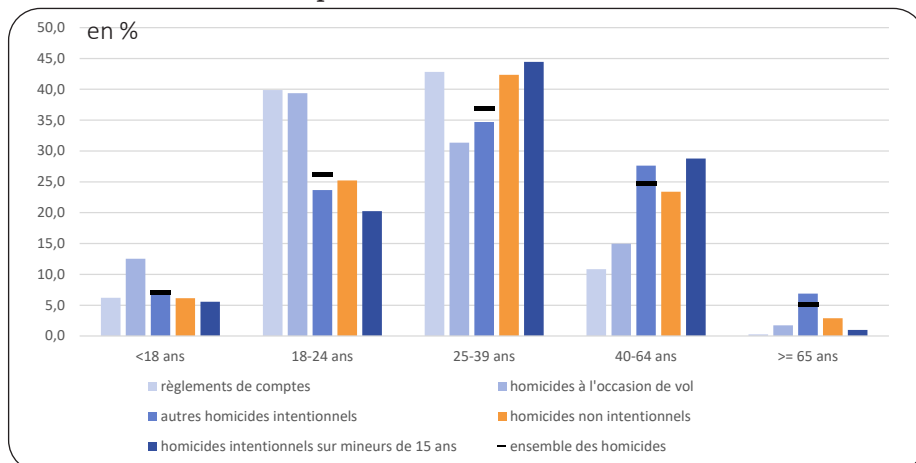


Champ : Mis en cause pour homicides commis en France.

Lecture : parmi les personnes mises en cause pour homicides, 13,5 % ont entre 15 et 19 ans ; cette tranche d'âge représente 6,2 % de l'ensemble de la population.

Source : SSMSI, base des mis en cause pour crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021; Insee - Estimations de population (données actualisées au 19 janvier 2021).

13 Répartition par âge des mis en cause pour homicide selon le type d'homicide, sur la période 2016-2021



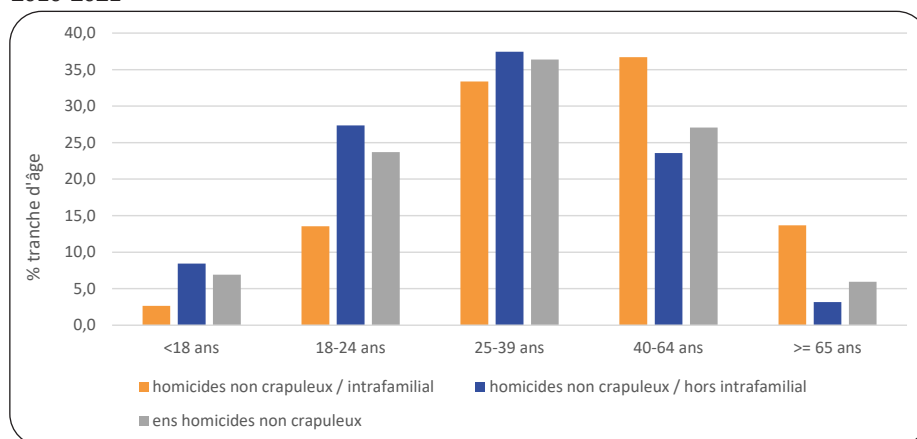
Champ : Mis en cause pour homicides commis en France.

Source : SSMSI, base des mis en cause pour crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021.

(figure 14). À noter que 2,7 % d'entre eux sont mineurs.

Les personnes de nationalités étrangères sont plus nombreuses parmi les victimes d'homicides et parmi les mis en cause (respectivement 14 et 17 % de l'ensemble) que leur part dans l'ensemble de la population (7 %). Leur part est cependant moins importante concernant les homicides commis au sein de la famille, qu'il s'agisse des mis en cause (13 %) ou des victimes (8 %).

14 Répartition par âge des mis en cause pour homicide, hors règlements de compte et homicides commis à l'occasion d'un vol, sur la période 2016-2021



Champ : Mis en cause pour homicides commis en France, hors règlements de comptes et homicides commis à l'occasion d'un vol.

Source : SSMSI, base des mis en cause pour crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021.

Sources et méthodes

1. Les sources

Dans le cadre de leur activité judiciaire, les services de police et de gendarmerie rédigent des procédures relatives à des infractions avant de les transmettre à l'autorité judiciaire qui est susceptible de les requalifier par la suite. Les informations liées aux procédures sont enregistrées dans des logiciels de rédaction des procédures distincts (LRPPN pour la police nationale et LRPGN pour la gendarmerie nationale). Les infractions ont pu être constatées suite à une plainte, à un signalement, à un témoignage, à un flagrant délit, à une dénonciation ou encore sur l'initiative des forces de l'ordre. Les informations recueillies via une main courante n'y sont pas intégrées. Enfin, les infractions relevées par d'autres services (douanes, offices environnementaux par exemple) n'y figurent pas non plus.

Les infractions sont caractérisées par leur nature d'infraction (NATINF) et sont classées en 107 catégories, selon une nomenclature appelée couramment « les 107 index de l'État 4001 », qui n'a évolué que marginalement depuis 1972. Ce sont les séries suivies historiquement par le ministère de l'Intérieur.

La disponibilité, depuis 2016, de données détaillées dans les bases de données de LRPPN et LRPGN a permis la construction de catégories statistiques plus fines que celles de « l'État 4001 » : repérage des violences intrafamiliales, analyses par types de victimes ou selon la localisation des faits (par exemple dans les transports en commun). Elle a également permis au Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) de constituer des bases statistiques relatives aux infractions enregistrées, aux victimes associées et aux mis en cause correspondants, à partir des procédures enregistrées par les services de police et de gendarmerie nationales.

Base statistique des infractions enregistrées par les services de police et de gendarmerie

La base Infractions décrit l'ensemble des infractions commises en France et relevées lors de l'établissement du procès-verbal ou de l'enregistrement de la plainte par les services de police et de gendarmerie. Ces infractions sont de nature criminelle, délictuelle (y compris les délits routiers) ou contraventionnelle.

Base statistique des victimes enregistrées par les services de police et de gendarmerie

Les informations détaillées sur les caractéristiques des victimes sont disponibles pour l'ensemble des crimes et délits, notamment le sexe, l'âge au moment des faits et, le cas échéant, le lien familial existant entre la victime et l'auteur.

Base statistique des mis en cause par les services de police et de gendarmerie

On appelle mis en cause, toute personne ayant été entendue par la police ou la gendarmerie et à l'encontre de laquelle sont réunis, dans la procédure transmise au parquet, des éléments graves et concordant attestant qu'elle a commis ou tenté de commettre un ou plusieurs délits ou crimes. Toutes les personnes mises en cause ne seront pas reconnues coupables par la justice. Comme pour les victimes, les informations détaillées sur les caractéristiques des mis en cause sont disponibles pour l'ensemble des crimes et délits. Les mis en cause sont comptabilisés en date d'élucidation de

l'enquête qui peut dans certains cas être distante de la date d'ouverture de la procédure correspondante. Les personnes mises en cause une année donnée ne le sont donc pas nécessairement pour des infractions sur les victimes enregistrées cette même année.

2. La statistique des homicides

Repérage des homicides

Dans cette étude, comme dans les autres publications du SSMSI, la statistique sur les homicides comprend les seuls homicides volontaires (homicides intentionnels et violences volontaires suivies de mort). Le repérage de ces homicides s'appuie sur le codage en index qui, contrairement au code NATINF de nature d'infraction, permet de différencier les tentatives d'homicides des homicides aboutis, seuls ces derniers étant retenus dans la statistique sur les homicides. 5 catégories d'homicides sont distinguées, correspondant aux index suivants :

- 01. Règlements de comptes entre malfaiteurs
- 02. Homicides pour voler et à l'occasion de vols
- 03. Homicides pour d'autres motifs
- 06. Coups et blessures volontaires suivis de mort
- 51. Homicides commis sur mineurs de 15 ans

On appelle « homicides crapuleux » les règlements de compte (index 01) et homicides commis à l'occasion d'un vol (index 02).

Les coups et blessures volontaires suivis de mort (index 06) sont des homicides non intentionnels, l'acte commis ne visant pas à entraîner la mort. Les autres homicides sont des homicides intentionnels.

Contrôles qualités spécifiques aux homicides

Publiée régulièrement par le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI), la statistique du nombre d'homicides fait l'objet de contrôles qualité poussés qui permettent progressivement de la fiabiliser. Ces contrôles visent notamment à supprimer les doubles comptes, à vérifier que seules les victimes décédées sont comptabilisées dans les index d'homicides et à retenir la dernière qualification des faits enregistrée. A compter de 2020, une expertise qualitative exhaustive s'ajoute à ces contrôles automatiques, permettant de fiabiliser encore davantage cette statistique des homicides, en se rapprochant de l'information qui sera transmise aux parquets. Ces contrôles et corrections, ainsi que leur impact sur la série des homicides déduite des enregistrements bruts avant correction, sont décrits dans l'Interstat Méthode n°19, « *La mesure du nombre d'homicides enregistrés par la police et la gendarmerie depuis 2016 : une nouvelle étape de fiabilisation* ».

Cette étude s'appuie sur les bases de victimes enregistrées de 2016 à 2021, corrigées suite à ces contrôles, y compris ceux plus poussés résultant de l'expertise qualitative exhaustive pour les années 2020 et 2021, mais hors neutralisation des effets "requalifications différenciées".

Le bilan statistique de la délinquance en 2021 présente les séries obtenues à partir de ces bases corrigées sur la période de 2016 à 2021, permettant une analyse de l'évolution annuelle du nombre d'homicides (Insécurité et délinquance en 2021 : bilan statistique).

Caractère intrafamilial des homicides

Deux variables des bases statistiques sont mobilisées pour connaître l'éventuel contexte intrafamilial de commission des homicides : le code NATINF de nature d'infraction et le lien entre auteur et victime. Il permet de distinguer les homicides entre partenaires (« homicides conjugaux »), les autres homicides commis au sein de la famille et les homicides de victimes sans lien familial avec l'auteur.

Chaque année, la Délégation aux victimes du ministère de l'intérieur (DAV) réalise une « enquête nationale sur les morts violentes au sein du couple », avec l'appui du SSMSI désormais. Ces données concernent les homicides commis au cours de l'année et tiennent compte des requalifications des faits et des informations connues après enquête, ce qui induit des décalages temporels entre le nombre de victimes d'homicides conjugaux recensées par cette enquête et ceux produits par le SSMSI, qui comptabilise les victimes enregistrées au cours d'une année.

Pour en savoir plus

- DAV (2021) *Étude nationale sur les morts violentes au sein du couple en 2020*. Ministère de l'Intérieur
- Salembier, L. (2022), *La mesure du nombre d'homicides enregistrés par la police et la gendarmerie depuis 2016 : une nouvelle étape de fiabilisation*, *Interstats Méthode n°19*, SSMSI
- SSMSI (2021), *Insécurité et délinquance en 2020 : bilan statistique*
- SSMSI (2022), *Analyse conjoncturelle des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie à la fin du mois de mai 2022*, *Interstats Conjoncture n°81*
- SSMSI (2022), *Insécurité et délinquance en 2021 : une première photographie*, *Interstats Analyse n°41*
- SSMSI (2022, à paraître), *Insécurité et délinquance en 2021 : bilan statistique*



Les données des tableaux, cartes et graphiques associés à cette étude sont disponibles sur le site internet du SSMSI



SSMSI : place Beauvau 75008 Paris

Directrice de la publication :

Christine Gonzalez-Demichel

Rédacteur en chef : Olivier Filatriau

Auteur : Valérie Carrasco

Conception graphique : François Tugores

ISSN 2495-5078

Visitez notre site internet

www.interieur.gouv.fr/Interstats

Suivez-nous

• sur Twitter @Interieur_stats

• sur LinkedIn SSMSI

Contact presse

ssmsi-communication@interieur.gouv.fr